

# L'INDICE PENSABLE

Septembre 2007 - N°19

## NOUS NE SOMMES PAS LEURS PARTENAIRES !

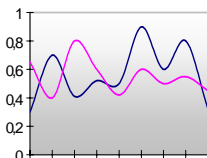
De retour de vacances aux USA chez ses amis milliardaires, le président a rendu visite à ses amis du MEDEF à l'occasion de leur université d'été. Il a été ovationné par une assistance enthousiaste, comblée par les premières mesures du gouvernement. Son programme est simple, donner aux employeurs le maximum de liberté et pouvoir, les « libérer » des contraintes administratives, c'est à dire du minimum d'obligations que leur imposent les droits sociaux acquis par les salariés.

Il a repris à son compte la proposition de la patronne du MEDEF de parler de « *séparation à l'amiable* » entre salariés et employeurs plutôt que de licenciement. Le mot est élégant et a surtout l'immense avantage de masquer le fait que salariés et employeurs ne sont pas à égalité dans le contrat de travail qui les lie...seul l'un des deux décide. Dans la continuité de la formule désormais célèbre de « *travailler plus pour gagner plus* », laissant entendre qu'un salarié peut décider de son temps de travail, le président cherche à nous convaincre que nous sommes des partenaires, ayant tous les mêmes intérêts.

Mais nous ne pouvons pas être des partenaires ! Entre nos gouvernants, ambassadeurs d'une économie ultralibérale - qui démolissent tout ce qui constitue un obstacle au profit maximum reversé dans la poche des actionnaires- et les salariés qui, en défendant leurs acquis, portent l'avenir social de la société, il n'y a pas d'accord possible.

C'est fort de cette conviction que l'Indice Pensable vous invite à rejoindre son équipe pour réfléchir ensemble aux moyens à mettre en œuvre pour combattre tous ces projets de régression sociale.

L'Indice pensable a besoin de vous pour être informé : n'hésitez pas à lui transmettre vos remarques, vos coups de colère ou vos mots d'humour... et vos informations !



# L'INDICE PENSABLE

## TRAVAUX PRATIQUES :

### LE « DIALOGUE SOCIAL » À LA SAUCE DU CODIR LORRAIN

1) Ci-dessous l'ordre du jour envoyé aux syndicats pour une réunion prévue pour le 13 septembre :

« **OBJET :** *Dialogue social*

#### ORDRE DU JOUR :

1 - *Présentation de la rénovation du bâtiment*

\* *nature des travaux : façades, cantine*

\* *calendrier envisagé*

2 - *Initiation d'une démarche d'éco responsabilité*

3 - *Affaires budgétaires*

\* *point sur le budget 2007*

\* *prévisions pour 2008*

4 – *Accueil des visiteurs à la DR »*

2) Ci-dessous le compte-rendu du comité de direction paru le 10 septembre :

#### « **Préparation budget 2008**

Le Comité de direction a examiné et **validé le projet de budget** relatif à la masse salariale et au fonctionnement pour l'année 2008. Les remarques de la DR seront transmises pour le 10 septembre à la DG.

#### **Standard - accueil**

Concernant la fonction « standard », le Comité de direction a **validé l'orientation consistant à doter la DR d'un serveur vocal interactif (SVI)** qui sera mis en fonction par la DRI dans le courant du mois de septembre. Les appels extérieurs non traités par le serveur vocal seront orientés vers le groupe des secrétaires qui se chargeront de la réponse. »

Cherchez l'erreur !

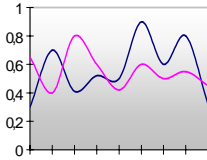
## DES CONSÉQUENCES INATTENDUES DE LA LOI SUR LE TABAC

La Direction a ses raisons que le commun des agents ignore, ça doit être pour cela qu'elle est la Direction...

Qui aurait en effet soupçonné que le zèle et la diligence avec lesquels elle a mis en œuvre l'application de la loi anti tabac était en prévision de la suppression de l'accueil ? Personne ! Même pas ce représentant du Conseil Général de Meurthe et Moselle, venu en visite dans nos locaux, sans doute pour un partenariat quelconque dont nous avons le secret...

A sa grande stupeur, rapidement transformée en colère devant ce qu'était devenu le Service Public, il a trouvé porte close... et ce sont les fumeurs qui se sont fait « accueillants guides » pour lui faire pénétrer notre « Fort Knox » à nous.

Mais puisque le Comité de Direction s'est saisi du problème, nous n'avons plus rien à redouter, nous nous chargeons d'informer le Conseil Général...



# L'INDICE PENSABLE

## **MONEY, MONEY**

A l'heure des restrictions budgétaires, quelqu'un peut-il nous dire l'intérêt de faire voyager un troupeau complet d'administrateurs frais émoulus jusque dans nos contrées froides et lointaines ? Il y aurait donc de l'argent à l'Insee ? Même après la substantifique augmentation qui a été accordée à nos chers cadres A ? Ah ! Mais alors, il y a peut-être un espoir de retravailler normalement à l'Insee pour retrouver notre rôle dans nos régions ?

Quoi qu'il en soit, il plane sur cette visite un voile de secret puisque cette information ne figure nulle part... et ce n'est que par une indiscretion que nous l'avons appris. Alors, pour ne pas être en reste, nous nous proposons de leur faire une petite information syndicale. C'est normal, ils viennent d'arriver !

Enfin, espérons qu'il y aura des fumeurs sur les marches d'escalier pour les accueillir.

## **ARGUMENT DOUTEUX... OU MENSONGE CONSCIENT ?**

En Lorraine, les déplacements sont toujours soumis à un examen minutieux du gardien de la bourse. A une réunion de chefs de service, un des arguments avancés pour justifier le « plan de rigueur » a été que les frais incompressibles de la DR étaient très élevés par rapport à d'autres DR (au moins 30 %). Et parmi ces frais incompressibles « très élevés », ont été cités...les déplacements des syndicats ! Alors là, en tant que syndicats, nous savons bien que nous ne coûtions pas un centime à la DR puisqu'il n'y a pas d'élu en CAP à la DR de Lorraine. A moins de laisser entendre aux agents que les déplacements des syndicalistes pour leurs propres réunions sont payés par la DR ? Bien que ne soupçonnant pas la direction d'une telle malveillance, et par souci de transparence, l'Indice Pensable tient à informer les agents que les déplacements des syndiqués dans des réunions qui ne sont pas à l'instigation de l'administration sont bien évidemment payés par les organisations syndicales c'est à dire par les cotisations des syndiqués. Ça va mieux en le disant comme dirait l'autre, et ça évite de transformer des rumeurs en contre-vérités !

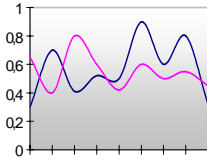
## **AYEZ CONFIANCE....**

Le Directeur et le chef de Sed ont démontré dernièrement qu'on ne pouvait leur faire confiance, ce qui malheureusement n'est pas la première fois... mais surtout met en exergue un véritable dysfonctionnement entre l'encadrement supérieur... et les autres.

Alors qu'ils avaient déclaré à un agent qu'ils étaient favorables à sa demande de congé formation, quelle ne fut pas sa surprise de s'entendre dire, après acceptation par la DG, que les mêmes qui s'étaient déclarés favorables...ont, en fait, donné un avis contraire sur le document transmis à la DG...arguant que des éléments nouveaux étaient intervenus..

Éléments nouveaux...admettons, mais la moindre des choses n'est-elle pas d'informer l'agent demandeur de ce revirement ?

Pour employer des mots à la mode, la gouvernance de cette DR est décidément en forme de « Fait du Prince »...



# L'INDICE PENSABLE

## LE SED, TOUJOURS...

Un agent du SED, qui s'était rendu coupable d'avoir fait une photocopie personnelle d'un courrier nominatif rédigé au nom d'une association, s'est vu menacé de sanctions et, plus grave, de saisie du disque dur de son ordinateur à des fins de scannage, pour s'assurer qu'aucun document revêtant ce caractère ne s'y trouvait plus après qu'on lui eut demandé d'en faire disparaître toute trace.

On fait plus, ici, que friser le ridicule en frôlant de près le grotesque. Mais pendant ce temps, on ne fait pas autre chose, notamment mettre en place une véritable politique d'études dans cette DR... Mais quand on voit que le premier paragraphe d'une des dernières réunions des chefs de division du SED rappelle qu'il est impératif de poser ses congés 48 h à l'avance, faute de quoi, ils seront refusés, on se rend compte qu'on n'a vraiment pas les mêmes valeurs.

## AU-DESSUS DES LOIS ?

L'indice pensable en profite pour rappeler aux pointilleux du règlement que pour pouvoir déjeuner à la cantine, il est impératif de commander son repas au préalable... et que cela vaut pour TOUS les utilisateurs de la cantine.

Mais peut-être faudrait-il mettre des indicateurs de performance sur la commande des repas pour que le Directeur voie l'intérêt de respecter une pauvre règle qui, il est vrai, n'est pas juste bêtement coercitive ?

## RÉGIME... PAS POUR TOUS

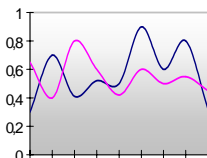
En quelques lignes, alors que les régimes spéciaux sont attaqués sur l'autel de l'idéologie, on tente de vous faire croire que c'est là une mesure d'équité ! Ah bon ? Il nous était apparu à nous que l'équité, c'était d'augmenter la part du financement des revenus du capital à hauteur des sacrifices imposés aux salariés... mais ça doit pas être ça. Les privilèges ne sont en effet pas du côté que l'on pense.

Et si on se battait pour uniformiser le régime des retraites... en abaissant l'âge de la retraite pour tous les salariés ? Chiche que c'est économiquement possible ?

Diviser les salariés, les faire se jalouser, plutôt que de rechercher l'égalité dans la fraternité et la solidarité, n'est pas un acte politique, mais du grand banditisme...

## HAUSSE DU PAIN

Pour justifier la hausse du pain, la presse met en avant les récoltes de blé moins importantes dans de nombreux pays. Mais c'est bien pour des raisons de rentabilité que les réserves de sécurité ont été réduites au minimum depuis 20 ans, tant sur les céréales que sur les produits laitiers. Cette hausse du blé va se répercuter sur de nombreux produits à base de farine mais aussi sur la viande. Mais Fillon n'a rien à dire sinon qu'il « ne croit pas du tout qu'il y aura beaucoup d'inflation dans les semaines et dans les mois qui viennent, ni même pour l'année 2008 ». Ah si on pouvait abolir l'indice des prix !



# L'INDICE PENSABLE

## ENCORE UNE QUESTION DE RENTABILITE

Les motifs d'inquiétude concernant le fret ferroviaire sont multiples : retraites, suppression de gares et maintenant de postes.

La SNCF a confirmé récemment la poursuite de la restructuration du secteur qui devrait entraîner plusieurs milliers de suppressions d'emplois supplémentaires. De source syndicale, 6.000 à 7.000 postes supplémentaires pourraient être supprimés sur la seule activité fret d'ici trois ans. Ces restructurations ne manqueront pas de troubler ceux qui croyaient à l'ambition écologiste de l'équipe gouvernementale : depuis 2003, la restructuration du fret a mis 1,4 millions de camions de plus sur les routes...

## PRENDRE AUX PAUVRES POUR GAVER LES RICHES

Les trois ministres chargés de la Sécurité sociale - Roselyne Bachelot (Santé), Xavier Bertrand (Solidarité) et Eric Woerth (Comptes) - ont présenté aux grandes institutions, aux syndicats professionnels et aux représentants des salariés les derniers comptes de la Sécu.

Les nouvelles sont, un peu comme dans une chanson de Stéphane Eicher, mauvaises : nous aurons "3 milliards d'euros de déficit en plus pour les comptes sociaux cette année".

Trois milliards d'euros ?

C'est justement, - voyez comme la vie nous réserve quand même, au milieu de beaucoup d'avaries, de sciantes surprises - c'est justement, ce que nous coûtent, à nous, collectivité, les stock-options libéralement distribuées aux ami(e)s de Laurence Parisot, boss du MEDEF, et dont les bénéficiaires, comblé(e)s, ne paient aucune des charges sociales auxquelles vous et moi sommes très normalement soumi(se)s. Et ça, ce n'est pas nous qui le disons, c'est la Cour des comptes, qui n'est pas connue pour être un repaire de communistes redistributeurs.

En résumé : si les stock-options étaient soumises aux mêmes charges que nos revenus, ça mettrait chaque année - CHAQUE ANNÉE - du beurre dans les ferrugineux épinards de nos comptes sociaux. Un beurre à trois milliards d'euros, exactement : autant vous dire qu'avec ça, on verrait assez rapidement la fin du trou sans fin.

Mais des charges sur les stock-options, vous n'y pensez pas ! Non, la réponse responsable c'est : baisse des remboursements des médicaments de 50 centimes d'euros par boîte, des actes paramédicaux de 50 centimes également et les transports en ambulance seront amputés de 2 euros. Ça, ça ne rapportera que 500 millions d'euros, mais les pauvres sont tellement avarés !

**POUR DEFENDRE LE DROIT A LA SANTE POUR TOUS  
ET PROTESTER CONTRE LA MISE EN PLACE DES FRANCHISES MEDICALES  
RASSEMBLEMENT SAMEDI 29 SEPTEMBRE  
à 10 HEURES PLACE MAGINOT**